



C'était lors de la séance de travail tenue ce 15 mars entre le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona et les représentants des syndicats des enseignants, les représentants du collectif "OTS" et ceux des Enseignants "indignés".

Il était question pour le membre du gouvernement, à travers ladite rencontre, de rechercher de manière concertée, au regard de divers dysfonctionnements, des solutions appropriées à leurs préoccupations.

Dans son mot introductif, le Ministre Grégoire Owona, a d'emblée reconnu que le monde des enseignants a été durement touché et ce, pendant des années. Cependant, il a tenu à rappeler que les doléances qui ont été présentées, ont été examinées par le gouvernement et bien étudiées avec les enseignants. Il insistera par la suite sur le fait qu'un planning a été suggéré par le Premier Ministre, chef du gouvernement, après étude et approbation des enseignants, au Chef de l'État. Lequel a donné son accord sur presque toutes les doléances et en a fixé un planning urgent de mise en place.

Fort de cette évolution positive, le Ministre invitera les enseignants à reprendre le chemin des classes, car, souligne-t-il, "des décisions sont en train d'être mises en œuvre". Pour Grégoire Owona, en effet, Il est temps de faire prévaloir la légalité afin d'éviter les risques de dérapages ou de récupération, le cadre légal étant mis en place. La compréhension erronée de l'usage du droit de grève, ajoutera-t-il, risquerait à son tour, de conduire à une impasse dommageable pour

la collectivité nationale.

Vers l'apaisement

Au sortir de cette concertation, les participants étaient quasi unanimes sur le fait que les résolutions prises par le Chef de l'État étaient de nature à satisfaire aux attentes des enseignants.

“Cette rencontre a permis de rassembler tous les acteurs de la crise. Les propositions mises sur la table par le gouvernement ont été acceptées comme base de travail pour une solution durable du problème. A ce sujet, l'échéance de fin mars va être une échéance décisive. Si elle est honorée, ce sera un signal fort pour la desescalade sur le champ du conflit”, se félicite Roger Kaffo Fokou, Secrétaire général du Syndicat national autonome de l'enseignement secondaire.

“Nous avons décidé de manière consensuelle, à lever provisoirement le mot d'ordre de grève de manière à ce que du 14 au 27 du mois en cours, nous puissions observer et apprécier la mise en application effective des instructions du Président de la République”, fera savoir, à son tour, Jean Magloire Bikek, membre du mouvement OTS.

Les “Enseignants indignés”, eux aussi, ont choisi de prendre le gouvernement au mot et d'attendre la fin du mois de Mars. C'est ce qu'affirme le président du collectif, Jacques Bessala Ngonu: “le gouvernement sera jugé sur la base des engagements qu'il a pris. C'est la raison pour laquelle nous appelons nos collègues à reprendre les cours. Nous sommes à deux semaines de la fin du mois. Montrons-leur notre bonne volonté et voyons s'ils vont faillir”.

Une éventualité pas envisageable par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, qui a tenu à rassurer les uns et les autres, que tout ce qui a été décidé sera réalisé, et que le dialogue se poursuivra avec l'ensemble des parties prenantes, dans un esprit d'ouverture et de responsabilité en vue de résoudre les problèmes et d'améliorer à long terme, la situation des enseignants.

Avec **Crtv**